

FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

NATHALIE
ARTHAUD

CANDIDATE

COMMUNISTE

À LA PRÉSIDENTIELLE



Sommaire

Faire entendre le camp des travailleurs	3
Notre programme	6
Contre le chômage : interdiction des licenciements et des plans de suppressions d'emplois, répartition du travail entre tous sans diminution de salaire	6
Pas un salaire et pas une pension de retraite à moins de 1 800 euros !	
300 euros d'augmentation pour tous !	7
Contrôle des travailleurs sur les entreprises	9
Un programme pour les luttes à venir	10
Nos positions	12
Qu'est ce que le camp des travailleurs ?	12
Derrière le personnel politique, qui sont les vrais maîtres de la société ?	13
Si les entreprises veulent baisser les prix de ce qu'elles produisent, qu'elles diminuent les dividendes des actionnaires et les rémunérations des patrons !	14
Augmenter les salaires à 1 800 euros dans les petites entreprises, est-ce possible ?	15
Faut-il réduire les dépenses publiques pour rembourser la dette ?	15
Le protectionnisme peut-il sauver les emplois ?	16
Quitter l'Union européenne et retrouver de la « souveraineté » ?	17
Contre le gangstérisme de la finance, exproprier les banques	18
Construire un État des travailleurs et des classes populaires	19
Lutter contre l'oppression des femmes	20
Migrants : pour la liberté d'installation et de circulation !	21

Le terrorisme, produit de l'ordre capitaliste mondial	23
Le capitalisme, la véritable menace contre l'environnement et la planète	24
Rejeter les candidats au service de la bourgeoisie	27
Les partis qui se sont succédé au pouvoir ont tous servi la bourgeoisie	27
Hamon : une nouvelle tête pour une vieille politique	28
Macron : tout pour les patrons	29
Combattre l'influence du Front national parmi les exploités	30
Mélenchon : un nouveau marchand d'illusions	32
L'impasse de la politique du PCF	33
Le seul vote qui fera entendre le camp des travailleurs	35
Une candidate communiste	35
J'appelle les travailleurs à exprimer leurs intérêts sans craindre d'être minoritaires	36
S'abstenir, c'est se taire et se résigner	36
Les élections, et après ? La nécessité d'un parti représentant les intérêts politiques des travailleurs	37
Comment participer à la campagne ?	38



Faire entendre le camp des travailleurs

Vous travaillez dans l'industrie, une grande surface, le transport, le bâtiment, les hôpitaux, les écoles, l'administration, les médias ; vous êtes de ces petites mains sans lesquelles même les banques les plus puissantes ou les sociétés financières, les géants des assurances, ne pourraient pas fonctionner ; vous êtes ouvrier, employé, technicien, ingénieur, cadre, routier, cheminot, aide à domicile, enseignant, manutention-

naire ; vous travaillez à temps partiel, en intérim, vous êtes au chômage ou vous n'avez droit qu'à des petits boulots ; après des années de travail, vous êtes en invalidité ou à la retraite ; vous vous êtes mis à votre compte ou avez monté une petite activité pour vivre : vous appartenez comme moi au monde du travail.

Ensemble, nous faisons tourner la société. Nous produisons toutes les richesses. Y compris les superprofits encaissés par une minorité. Y compris les produits de luxe réservés aux plus riches. Les progrès des transports, de la médecine, les prouesses techniques, c'est nous ! Nous sommes indispensables à la bonne marche de l'économie et de la société.

Nos intérêts, nos emplois, nos salaires, nos retraites, nos conditions de travail et de vie doivent passer avant les parachutes dorés des PDG, avant les dividendes des actionnaires, avant les fortunes d'une minorité capitaliste.

Dans cette élection, j'appelle les travailleurs à mettre en avant leurs intérêts, contre les licenciements, les suppressions d'emplois, contre les bas salaires, contre l'augmentation du temps de travail et des cadences. Je les appelle à mettre en avant leurs exigences : un travail et un salaire pour tous ; un salaire correct, et 1 800 euros par mois, c'est un minimum ! Je les appelle à revendiquer le droit de contrôler les comptes et l'argent des entreprises, car il s'agit des

richesses que nous produisons collectivement et qui sont accaparées par la classe capitaliste.

Vous avez entendu tous les candidats. Chacun explique qu'avec lui, plus rien ne sera jamais comme avant. C'est un mensonge. Au lendemain de l'élection, en mai prochain, qu'est-ce qui changera pour nous ? Beaucoup d'entre nous iront pointer à Pôle emploi ou à l'agence d'intérim et continueront de galérer avec quelques heures de travail par-ci par-là. Ceux qui ont un emploi iront au travail et se retrouveront confrontés aux mêmes chefs, aux mêmes patrons, aux mêmes actionnaires invisibles mais tout-puissants.

Les licenciements et les suppressions d'emplois cesseront-ils ? En aura-t-on fini avec l'augmentation du temps de travail et l'accélération des cadences, le chantage incessant à la compétitivité et à la flexibilité, les salaires de misère ? Bien sûr que non ! C'est de l'aggravation de l'exploitation que ce grand patronat tire ses profits et sa fortune, alors il continuera.

Et puis, chacun se retrouvera confronté à son banquier, à son propriétaire qui n'admet aucun retard de paiement, quand bien même on a perdu son travail. Chacun se retrouvera confronté au pouvoir de l'État, qui sait dérouler le tapis rouge pour les plus riches mais qui est sans pitié pour les classes populaires.

C'est le lot des salariés. Mais les petits paysans, les petits artisans, les petits commerçants continueront à être étouffés par les banques, les chaînes de distribution capitalistes ou par les impôts. Tous ceux dont les revenus dépendent pour l'essentiel des salariés seront les victimes collatérales de l'aggravation du chômage et du blocage des salaires.

Les élections n'auront rien changé de fondamental. Parce qu'elles ne changeront pas notre condition d'exploités ni cet ordre social dominé par l'argent et la bourgeoisie.

Seul le personnel politique aura en partie changé. Mais, que ce soit l'un ou l'autre, il entérinera la politique du grand patronat capitaliste. Et il prendra même les devants, car tous ceux qui sont susceptibles d'être élus, Fillon, Le Pen, Macron ou Hamon, aspirent à accéder aux sommets du pouvoir pour servir la bourgeoisie. Quel que soit le programme qu'il aura défendu pendant la campagne électorale, le nouvel élu adoptera la feuille de route du grand patronat, car ces candidats sont dévoués corps et âme au capitalisme et

au monde bourgeois dans lequel ils évoluent tous. Ils sont les représentants politiques de la bourgeoisie.

Chercher à les départager et choisir parmi eux le prochain président de la République, élire celui qui demain piétinera nos intérêts, c'est voter contre notre camp, c'est tendre le bâton pour nous faire battre.

Cette élection nous permet de dire ce que nous avons sur le cœur. Alors, profitons-en pour donner notre avis sur ces politiciens qui prétendent parler au nom de la collectivité, alors qu'ils ne représentent que les privilégiés de cette société. Saisissons l'occasion pour dénoncer cette société où les bourgeois ont tous les droits et les travailleurs uniquement des devoirs. Au travers de ma candidature, j'appelle tous ceux qui font partie du monde du travail, quel que soit leur statut, les ouvriers, les employés, les chômeurs, à mettre en avant leurs intérêts communs. Je les appelle à voter pour leur camp, pour une politique utile à leur classe. Je les appelle à reprendre un programme qui correspond exclusivement à leurs intérêts : éradiquer le chômage, augmenter les salaires et les pensions, imposer le contrôle sur les comptabilités des grands groupes capitalistes. Ces exigences correspondent aux intérêts de toutes les classes populaires.

Au travers de ma candidature, faisons un vote de conscience et de dignité ouvrière. Dans cette élection, faisons entendre le camp des travailleurs !

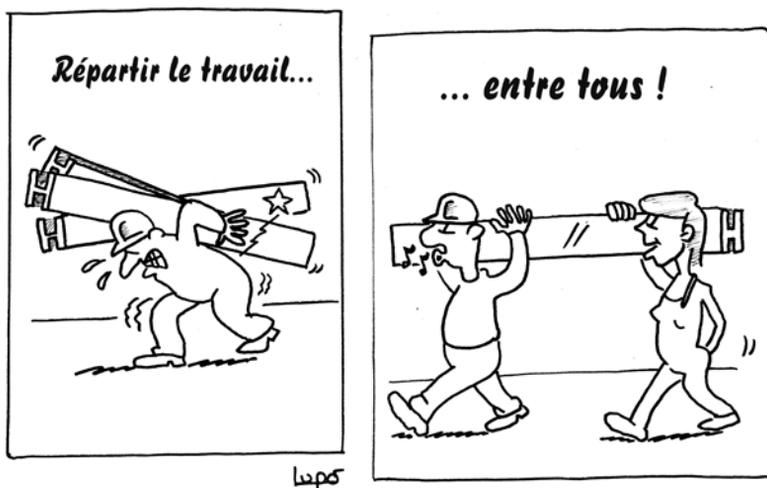
Notre programme

Contre le chômage : interdiction des licenciements et des plans de suppressions d'emplois, répartition du travail entre tous sans diminution de salaire

Il faut en premier lieu stopper l'hémorragie d'emplois en interdisant les licenciements et les suppressions d'emplois, en commençant par les entreprises qui font des bénéfices.

Le chômage est une catastrophe sociale, qui touche déjà six millions de personnes dans le pays et qui menace tous les travailleurs. Ce chômage de masse entraîne vers la misère, exclut et marginalise une partie des familles populaires. Il pèse sur l'ensemble de la société, pousse à l'individualisme en mettant les travailleurs en concurrence entre eux. La pression du chômage entraîne aussi la multiplication de formes d'emploi de plus en plus précaires, de l'intérim généralisé aux travailleurs indépendants ou autoentrepreneurs condamnés à des paies de misère sans même les quelques garanties attachées au salaire.

Le chômage n'a rien d'inévitable. Ce n'est pas le travail qui manque. Le chômage résulte de la guerre que livre le patronat pour maintenir et augmenter ses profits. Le trust pharmaceutique Sanofi vient de distribuer 6,6 milliards d'euros à ses actionnaires, après avoir supprimé 4 700 emplois en sept ans, et il annonce la suppression de 650 emplois de plus ! Il faut retirer leur pouvoir de nuisance à ces grands groupes, en



les contraignant à ne supprimer aucun emploi, sous peine de réquisition s'ils ne s'y plient pas.

Parallèlement, il faut aussi créer des millions d'emplois pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail et pour tous ceux qui n'ont droit qu'à quelques heures de boulot ici et là. C'est possible immédiatement, en imposant que le travail soit réparti entre tous. Ce serait une mesure salubre pour l'ensemble du monde du travail.



FRANCE3

À l'hôpital de Dreux, lors de la dernière épidémie de grippe, les patients ont dû attendre un lit pendant des heures, voire des jours, sur des brancards dans les couloirs.

En utilisant l'argent actuellement versé à fonds perdus aux entreprises, l'État devrait embaucher massivement dans tous les services publics où le personnel manque cruellement, dans les hôpitaux, dans l'éducation, les transports... Il manque des millions de logements dans ce pays. L'État devrait les construire en embauchant lui-même le personnel nécessaire, sans passer par les capitalistes du bâtiment. Il devrait ainsi les louer à prix coûtant et garantir des loyers accessibles aux classes populaires.

Dans toute la société, il y a un grand nombre de besoins à satisfaire et donc autant d'emplois à créer. Faire disparaître le chômage, c'est possible et nécessaire !

**Pas un salaire et pas une pension de retraite
à moins de 1 800 euros!
300 euros d'augmentation pour tous!**

L'autre mesure indispensable est l'augmentation des salaires et des

pensions. Le patronat, relayé par le monde politique, explique que les entreprises ne peuvent augmenter le smic. Et pour cause, cela voudrait dire faire passer les besoins vitaux des travailleurs avant leurs profits, avant la fortune personnelle de leurs patrons et actionnaires, avant les sommes invraisemblables que tout ce petit monde considère comme un minimum pour vivre.

Ceux qui nous prêchent la modération salariale, ce sont ces grands PDG dont les salaires ont augmenté de 65 % en dix ans pendant que le smic progressait de 15 % seulement ; ou ces politiciens à l'image de Fillon, qui a largement entretenu sa petite famille avec des sommes qu'un ouvrier ne gagne pas dans toute sa vie.

N'importe quelle famille ouvrière au smic peut le constater en faisant ses comptes : après avoir payé les frais fixes, loyer, transport, gaz, électricité, assurances, impôts, etc., il ne reste presque rien pour la nourri-



ture, les vêtements, les loisirs.

Il faut un minimum de 1 800 euros net par mois pour les salaires et les pensions et une augmentation de 300 euros de tous les salaires. Cela ne représenterait qu'un rattrapage après des années de blocage. Quant aux allocations, aux minima sociaux, ils doivent être transformés en salaire. Chacun a droit à un travail utile à la société, adapté à ses capacités. Ce n'est pas une aumône pour vivre en marge de la société que les travailleurs réclament : c'est au contraire la possibilité d'y trouver leur place, de contribuer à son fonctionnement et de pouvoir en retirer de quoi vivre dignement, sans se priver et sans compter chaque sou.

Et, pour que ce rattrapage ne soit pas réduit à rien par l'augmentation des prix, il faut imposer l'indexation des salaires et des pensions sur le coût de la vie.

Contrôle des travailleurs sur les entreprises

Quand les patrons prétendent ne pas avoir les moyens d'embaucher ou d'augmenter les salaires, ils mentent. Ces mêmes PDG qui imposent aux travailleurs des plans de compétitivité avec blocage des salaires, heures supplémentaires gratuites, ne se gênent pas pour s'accorder des salaires extravagants.

Il faut imposer la transparence des comptes des entreprises, lever le secret bancaire et le secret des affaires que le patronat défend bec et ongles parce qu'ils lui permettent de travestir la réalité ou de cacher aux travailleurs des décisions qui menacent leur avenir, des agissements contraires à l'intérêt des populations ou de l'environnement.

Le groupe Vivarte a annoncé que les enseignes André et Naf Naf étaient à vendre, que La Halle aux vêtements et La Halle aux chaussures allaient fermer des dizaines de magasins et que 2 000 emplois pourraient disparaître. Qu'est-ce qui est responsable de cela ? Sûrement pas les salaires ! Un gérant de magasin y est payé 1 400 euros net, tous les autres employés sont autour du smic. Ce qui a tué Vivarte, ce sont des fonds capitalistes qui ont siphonné les bénéfices et ont forcé le groupe à leur emprunter de l'argent à un taux d'intérêt de 11 ou 12 % ! Et maintenant ces mêmes fonds veulent détruire le groupe, vendre ce qui peut l'être et



Le démantèlement du groupe Vivarte entraîne la fermeture de dizaines de magasins La Halle.

empocher l'argent pour continuer ailleurs leurs sales opérations.

Si les salariés du groupe Vivarte avaient connu ces manœuvres financières, ils auraient pu davantage anticiper, s'organiser pour les dénoncer et se défendre.

Il faut permettre aux comptables, aux secrétaires, aux magasiniers, à tous les travailleurs, de communiquer et de centraliser les informations dont ils disposent. Ils pourraient ainsi constater que les licenciements et les suppressions d'emplois sont le plus souvent le résultat d'une politique et d'un choix, celui des capitalistes de privilégier leurs profits au détriment des emplois et des salaires. Les travailleurs pourraient alors imposer que soient préservés les emplois et les salaires, en prenant sur les profits des entreprises et sur les dividendes des actionnaires. Avec les 56 milliards de dividendes versés par les 40 plus grosses entreprises en 2016 à leurs actionnaires, il aurait été possible de créer 1,5 million d'emplois payés 1 800 euros net par mois, cotisations sociales comprises.

En imposant une véritable transparence de tous les comptes, il serait possible de suivre la circulation de l'argent et de mettre en évidence la façon dont les fortunes d'une minorité de riches bourgeois sont alimentées par l'exploitation des travailleurs.

Pour créer les emplois nécessaires et augmenter les salaires, il faudra prendre sur ces fortunes, se saisir de leurs comptes en banque, de leurs patrimoines immobiliers, de leurs châteaux, de leurs hôtels particuliers, de leurs forêts domaniales. Priver de quelques dizaines de milliards Bernard Arnault ou Liliane Bettencourt ne les réduirait pas à la famine. Par contre, ces milliards pourraient servir à financer la répartition du travail entre tous, sans diminution des salaires.

Le secret commercial, le secret bancaire et le secret des affaires font partie des armes du grand capital pour imposer sa domination sur l'ensemble de la société. La levée de ces secrets doit faire partie du programme des travailleurs.

Un programme pour les luttes à venir

Notre programme n'est pas un catalogue de promesses qu'un vote suffirait à faire appliquer. Constitué des objectifs nécessaires à la survie des travailleurs, sa mise en œuvre nécessite de s'en prendre aux profits de la bourgeoisie et de remettre en cause sa domination sur l'économie. C'est un programme de lutte !

Contrairement aux autres candidats, nous ne considérons pas le



marché et la concurrence comme des lois de la nature, mais comme les bases d'un système qui ne fonctionne que pour une minorité.

Nous sommes pour mettre fin, par l'expropriation de la grande bourgeoisie, à la dictature que cette minorité capitaliste exerce sur l'économie. La société devrait être organisée sur des bases collectives. Les grands moyens de production, les usines, les banques, devraient appartenir à l'ensemble de la société, afin de les faire fonctionner dans l'intérêt de tous et pas pour le profit d'une petite minorité.

Il ne suffit pas d'un programme pour déclencher les luttes nécessaires pour renverser le rapport de forces dans la guerre sociale que la bourgeoisie mène contre les travailleurs. Mais, lors des prochains coups de colère, lors des prochaines mobilisations, les travailleurs devront avoir des objectifs communs, une politique permettant d'unifier leurs combats. Populariser un tel programme, discuter des moyens d'imposer nos intérêts vitaux, se mettre en ordre de marche, au moins dans nos têtes, c'est le début du combat.

Nos positions

Qu'est ce que le camp des travailleurs ?

Ce qui nous réunit, c'est de participer au fonctionnement de la société, c'est d'apporter notre contribution à la collectivité, c'est de vivre de notre travail ! Oui, nous pouvons être fiers d'appartenir à la classe des travailleurs. À l'opposé, la bourgeoisie, les actionnaires et les PDG, qui prétendent être la clé de voûte de l'économie, ne sont rien sans nous et se contentent de vivre des fruits de notre travail.

C'est l'exploitation des travailleurs qui dégage les profits toujours plus délirants empochés par les actionnaires et les propriétaires des entreprises et des banques. Quant aux travailleurs dits indépendants, autoentrepreneurs, sous-traitants à leur compte ou artisans, chauffeurs de VTC ubérisés, ils sont parfois plus exploités encore que des salariés et sont en réalité entièrement dépendants de leurs donneurs d'ordres. Nombre d'autoentrepreneurs sont en réalité des travailleurs sans contrat de travail et sans protection sociale.

Les chômeurs sont des travailleurs privés d'emploi, et tous les travailleurs sont aujourd'hui des chômeurs en puissance, que le capitalisme unit dans un avenir incertain.



MAKE IT DIGITAL

Même Amazon, le trust du commerce en ligne, a besoin d'employés pour confectionner, trier et acheminer ses paquets.

Quelle que soit notre situation, nous appartenons au camp des travailleurs et nos sorts sont liés. En usant en permanence du chantage à l'emploi et en nous mettant en concurrence, les patrons cherchent à tirer les salaires vers le bas et à aggraver l'exploitation. Nous devons refuser d'être opposés les uns aux autres.

Derrière le personnel politique, qui sont les vrais maîtres de la société ?

Le véritable pouvoir n'est pas entre les mains des députés, sénateurs, ou même président de la République. Il est dans les conseils d'administration des grandes entreprises capitalistes et des banques. Leurs actionnaires règnent sur l'économie, qu'ils organisent en fonction de leurs intérêts et de la recherche du profit.

Le pouvoir du grand capital s'incarne dans la domination d'une minorité de grands bourgeois qui monopolisent les richesses. Aujourd'hui, en France, les 20 personnes les plus riches possèdent autant de richesses que 40 % de la population. Ces fortunes ont été obtenues par l'exploitation de millions de travailleurs, ici et dans le reste du monde. Liliane Bettencourt doit sa fortune aux travailleurs de L'Oréal, Bernard Arnault doit la sienne aux petites mains de LVMH. Les membres de la famille Mulliez se sont enrichis sur le dos des 300 000 salariés du groupe Auchan dans le monde et des dizaines de milliers de salariés des autres marques qu'elle possède. Dans ce palmarès, les autres s'appellent Dassault, Peugeot, de Wendel, Michelin, Bolloré, Dentressangle, François Pinault, Bouygues. Ce sont eux les vrais maîtres de la société !

Ces riches bourgeois ont une myriade d'agents qui influencent les élus, quand ils ne les achètent pas purement et simplement. Ils ont leurs entrées dans les ministères et entretiennent des liens étroits avec les hauts fonctionnaires qui, eux, ne sont pas élus, restent dans l'ombre et assurent la permanence de la politique. La voix de ces rois de la finance et de l'industrie pèse dans les médias, qui bien souvent leur appartiennent, leur donnant les moyens d'influencer l'opinion.

Dans ce système prétendument démocratique, les électeurs sont conviés à voter régulièrement mais ils n'ont aucune prise sur les décisions.

Tant que les capitalistes garderont les rênes de l'économie, ils garderont le pouvoir sur nos vies et ils imposeront leur loi. Pour mettre fin à cette dictature, il n'y a qu'une seule solution : leur enlever la propriété

des grandes entreprises en les expropriant sans indemnités ni rachat. C'est la condition indispensable pour que l'ensemble de l'activité sociale soit véritablement contrôlée par les travailleurs et la majorité de la population.

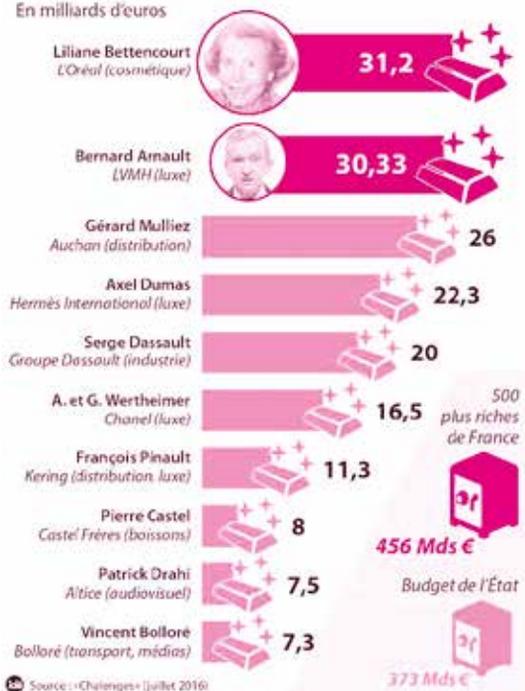
Si les entreprises veulent baisser les prix de ce qu'elles produisent, qu'elles diminuent les dividendes des actionnaires et les rémunérations des patrons!

Pour justifier les salaires bloqués et imposer des plans de compétitivité, les patrons invoquent la nécessité de réduire les coûts de production face à la concurrence internationale.

Si les prix des marchandises baissent, les travailleurs, qui sont aussi des consommateurs, ne s'en plaindront pas. Pas question que cela se fasse aux dépens des salaires et des emplois ! Pour « réduire les coûts », que ces gros patrons baissent donc leurs propres salaires, suppriment leurs stock-options et leurs parachutes dorés et diminuent les dividendes versés aux actionnaires !

Les 10 premières fortunes de France en 2016

En milliards d'euros



Le patronat et les politiciens à son service expliquent à longueur de temps que les travailleurs coûtent trop cher. Non, les travailleurs ne coûtent rien au patronat, au contraire, ils lui rapportent ! Ce sont les travailleurs qui créent toute la richesse sociale. Mais c'est le capital qui coûte cher à la société ! Pour verser 6 milliards d'euros en dividendes à leurs actionnaires, les dirigeants de Sanofi se refusent à baisser les prix de leurs médicaments et de leurs vaccins, sans s'émouvoir qu'ils soient

inaccessibles aux pays pauvres.

Les discours sur la compétitivité servent aux patrons à nous imposer de travailler toujours plus pour gagner toujours moins, dans le seul but d'augmenter leurs profits. Il faut refuser ce chantage ! Les travailleurs ont le droit légitime de revendiquer un travail pour tous, avec un salaire permettant de vivre correctement !

Augmenter les salaires à 1 800 euros dans les petites entreprises, est-ce possible ?

D'abord, c'est nécessaire ! Dans ce système capitaliste, ce sont toujours les travailleurs qui sont appelés à se sacrifier pour sauver l'économie. Eh bien, cela suffit ! La priorité doit être de garantir à tous les travailleurs, même ceux des plus petites entreprises, des salaires permettant de vivre correctement, avec un minimum de 1 800 euros net.

Parmi les petites entreprises, il y a des situations très différentes. La loi considère toutes les entreprises entre 10 et 250 salariés comme des PME. Beaucoup d'entre elles ne sont pas en difficulté. Et combien d'entreprises de 100 ou 200 salariés sont des filiales ou des sous-traitants de grands groupes ? Si une PME a une trésorerie si maigre qu'elle ne peut pas augmenter les salaires, il faut imposer que sa maison-mère, son donneur d'ordres ou sa banque soient mis à contribution pour qu'elle paie des salaires corrects aux travailleurs !

Certaines de ces « petites » entreprises dégagent même des bénéfices importants. Si le patron d'une telle entreprise estime qu'il ne peut pas augmenter les salaires, il faut lui imposer de montrer sa comptabilité, ses carnets de commandes, les bénéfices qu'il s'est versés les années précédentes, pour que les travailleurs puissent en juger par eux-mêmes.

En faisant payer l'ensemble de la classe capitaliste, il sera possible de trouver les moyens de garantir à chacun un salaire correct.

Faut-il réduire les dépenses publiques pour rembourser la dette ?

Quand les partisans de l'austérité budgétaire parlent de diminuer la dépense publique, ils proposent comme Fillon de réduire le personnel dans les écoles, dans les hôpitaux... Par contre, ils ne remettent jamais en cause les milliards versés au grand patronat sous différentes formes. Contrairement à ce qu'ils prétendent, leur politique ne consiste pas à sauver les finances de l'État, mais à réserver une part de plus en plus

grande de la dépense publique à la bourgeoisie. C'est un choix de classe !

Avec les 48 milliards d'euros versés aux entreprises entre 2013 et 2015 au titre du CICE, l'État aurait pu créer au moins 500 000 emplois à 1 800 euros net mensuels. Chaque année, les exonérations fiscales, les réductions de cotisations sociales et les aides diverses distribuées aux entreprises représentent plus de 150 milliards d'euros.

L'État doit cesser de financer les profits de la bourgeoisie et utiliser l'argent public pour créer des emplois dans tous les services publics qui répondent aux besoins les plus essentiels de la population.

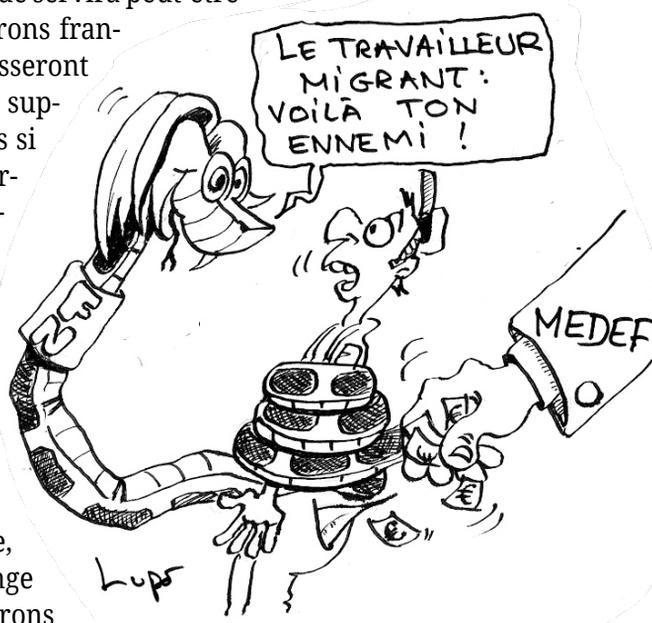
Le protectionnisme peut-il sauver les emplois ?

Les politiciens qui prônent le protectionnisme, que ce soit Le Pen, Dupont-Aignan ou Mélenchon, prétendent que le retour aux droits de douane sur les produits importés favoriserait les entreprises qui produisent en France et que l'emploi serait ainsi protégé. C'est une tromperie : le protectionnisme ne protège que les capitalistes, pas les travailleurs !

Ces taxes aux frontières se répercuteront sur les prix de toutes les marchandises importées, et ce sont donc les classes populaires qui le paieront par une diminution de leur pouvoir d'achat.

Une telle politique servira peut-être

une partie des patrons français, mais ils ne cesseront pas pour autant de supprimer des emplois si cela peut leur permettre d'augmenter encore davantage leurs profits. Faire croire aux travailleurs que leur emploi et leur salaire doivent dépendre des bons résultats de leur entreprise, c'est le mensonge habituel des patrons



pour masquer le fait qu'ils se réservent toujours les profits, pendant qu'ils imposent toujours plus de sacrifices aux travailleurs.

Et que signifie la « protection de l'industrie française » pour les ouvriers qui travaillent dans l'usine Toyota près de Valenciennes ? Si le groupe ferroviaire Bombardier est canadien, sa principale usine en Europe est implantée dans le nord de la France. Que deviendraient les deux millions de salariés, un sur huit, qui travaillent en France dans des entreprises étrangères, si le protectionnisme se généralisait et si chaque pays rapatriait la production dans ses frontières nationales ?

Le chacun-pour-soi, chacun dans son entreprise, c'est la logique des patrons ! Pour les travailleurs, accepter d'être divisés en fonction de la nationalité de leur patron, cela revient à accepter d'être de la chair à exploiter dans la guerre économique que se livrent les capitalistes.

Les frontières, c'est l'arme des patrons pour diviser les travailleurs. Au nationalisme prôné par la bourgeoisie et ses porte-parole, les travailleurs doivent opposer les valeurs qui ont toujours été celles du mouvement ouvrier, la solidarité et l'internationalisme. En étant unis, par-delà les frontières de leur entreprise et de leur pays, ils pourront représenter une force capable de se faire craindre du patronat et de mettre fin à la catastrophe sociale qui menace d'emporter toute la société.

Quitter l'Union européenne et retrouver de la « souveraineté » ?

Parler de la souveraineté du peuple, c'est une escroquerie politique ! Les seuls souverains dans cette société, ce sont les capitalistes : Michelin, le roi du caoutchouc ; Bettencourt, la reine des cosmétiques ; Sanofi, le grand maître des médicaments.

Quand on est exploité, on n'est souverain de rien du tout, que les lois se décident en France ou à l'échelle de l'Europe. On est dépendant de cette classe qui possède les capitaux et qui a le pouvoir de nous embaucher, de nous verser un salaire, de fixer nos horaires, les dates de nos congés... On est dépendant pour le choix de son métier, de son poste de travail, pour son lieu de travail. Parler de souveraineté, c'est une façon de brouiller la conscience des travailleurs et de les détourner de leur combat de classe, en leur faisant croire qu'il y a des intérêts communs entre les travailleurs et la bourgeoisie.

Quand Marine Le Pen prétend que l'État français ne peut venir en aide aux entreprises françaises à cause des règlements de l'Union

européenne, elle ment ! Alstom et PSA ont bénéficié de milliards d'euros versés par l'État sous différentes formes, sous Sarkozy comme sous Hollande. Cela n'a nullement protégé les travailleurs dans ces grands groupes qui ont supprimé des milliers d'emplois.

Les dirigeants français n'ont pas besoin des directives européennes pour s'attaquer aux travailleurs. La loi travail n'a pas été imposée par Bruxelles, mais rédigée par les chefs de cabinet de Valls, Macron et El Khomri sous la dictée du grand patronat français.

Si les classes populaires européennes subissent l'austérité, si la population grecque est pressurée, ce n'est pas à cause des traités européens. C'est pour que les grandes banques, françaises aussi bien qu'allemandes, comme la Société générale, BNP-Paribas et la Deutsche Bank, soient remboursées coûte que coûte.

Alors, laissons les mots d'ordre de souveraineté du peuple ou de la France aux partisans de la bourgeoisie et reprenons les objectifs qui ont toujours été ceux du mouvement ouvrier : l'émancipation des exploités, à l'échelle de la planète.

Contre le gangstérisme de la finance, exproprier les banques

Après la crise financière de 2008, tous les chefs d'État avaient dénoncé les banquiers et le comportement irresponsables des spéculateurs qui avaient mené l'économie mondiale au bord du gouffre. Ils ont pourtant tous versé des milliards aux banques pour les sauver. Les banques ont pu continuer de spéculer à une échelle toujours plus grande.

Plutôt que de prêter à ceux qui en ont besoin, y compris pour faciliter la production, les



banquiers cherchent à faire du profit, toujours plus et plus vite. Au point qu'aujourd'hui, tous les responsables de la bourgeoisie craignent une nouvelle catastrophe financière, pire encore que la précédente.

Tous ces milliards déversés sur les marchés financiers ont été payés par les populations, auxquelles les États ont imposé des plans d'austérité et des sacrifices toujours plus importants.

La seule politique correspondant aux intérêts de la grande majorité de la société serait d'exproprier les banques et les entreprises financières, sans indemnité ni rachat, et de placer leur activité sous le contrôle de la population.

Construire un État des travailleurs et des classes populaires

L'agression violente dont le jeune Théo a été victime à Aulnay-sous-Bois est révoltante. Elle ne constitue pas un cas isolé : chaque année, une dizaine de jeunes meurent à la suite de l'intervention de la police. Quant aux interpellations qui tournent mal parce que certains policiers se comportent comme en territoire ennemi, elles sont légion.

Tous les policiers ne font pas preuve de cette brutalité, et bien des tâches qu'ils assument répondent à une utilité dans notre société, comme assurer la sécurité routière ou intervenir dans des conflits de voisinage. Mais la mission de la police est fondamentalement de préserver l'ordre social. Dans une société divisée en classes, avec les violences que génèrent les inégalités, la police se comporte elle-même inévitablement



EURONEWS

Des habitants de Bobigny réclament « Justice pour Théo ».

avec violence, avant tout contre les plus pauvres. Et il est tout aussi inévitable que cette police soit gangrenée par le mépris social et le racisme.

Plus largement, c'est l'ensemble de l'appareil de l'État, avec ses tribunaux et son armée, qui a pour mission de défendre l'ordre social d'une minorité de possédants, dans les tâches quotidiennes de répression ou contre les travailleurs quand ceux-ci se mobilisent, comme lors du mouvement contre la loi El Khomri. Et combien de travailleurs d'entreprises en grève ont trouvé face à eux la police et les CRS, même lorsque leur mouvement était d'autant plus légitime qu'ils défendaient leurs emplois et leurs salaires contre des patrons voyous qui se préparaient à les mettre à la porte ?

Un tel État ne peut pas être démocratique : pour protéger efficacement les intérêts d'une minorité de privilégiés, il doit être coupé de la population et échapper à son contrôle. Et il coûte cher à la société, car l'entretien de ces corps de répression absorbe une partie importante des impôts, au détriment des services publics les plus utiles à la population.

Notre conviction de communistes et de révolutionnaires est qu'il serait possible de construire un État infiniment plus démocratique que l'État actuel, en permettant à toute la population de participer directement à toutes les tâches administratives et de police et d'exercer un contrôle en permanence sur tous ceux qui effectuent ces tâches. Un tel État serait aussi infiniment moins coûteux, car il n'aurait pas besoin d'un appareil pléthorique destiné à surveiller et à encadrer la population.

Pour construire un État qui soit vraiment celui des travailleurs, les obstacles ne sont pas techniques : à l'ère de l'ordinateur et avec les moyens de communication performants dont nous disposons aujourd'hui, il n'y a aucune difficulté à mettre en œuvre la démocratie la plus directe. Mais cela nécessite de se battre pour mettre fin à la dictature des classes possédantes sur la société.

Lutter contre l'oppression des femmes

La lutte contre l'oppression des femmes fait partie de notre combat de militants communistes révolutionnaires.

Je suis fier d'appartenir à la première organisation politique qui ait présenté une femme, Arlette Laguiller, à l'élection présidentielle de 1974. Aucun des partis de la bourgeoisie n'avait eu ce courage jusque-là. Et encore aujourd'hui, ils sont bien incapables, malgré toutes les lois censées les y obliger, d'assurer aux femmes la place qui devrait leur revenir.

Il faut croire que, dans cette société, il faut être révolutionnaire pour mener le combat pour les droits des femmes d'une manière conséquente !

Pour imposer la reconnaissance de leurs droits, même le droit élémentaire de s'exprimer en votant, les femmes ont été obligées de se mobiliser. La France n'a reconnu ce droit aux femmes qu'en 1944... bien après la Turquie !

Et aujourd'hui encore cette lutte doit se poursuivre contre ceux qui régulièrement tentent de remettre en cause le droit à l'avortement et contre toutes les violences faites aux femmes.

Bien des lois ont été votées pour garantir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, mais rien n'est fait pour qu'elles soient appliquées. Le patronat sous-paie les femmes, car il s'appuie sur toutes les inégalités pour tirer les salaires et les conditions de travail vers le bas et diviser le monde du travail. Les travailleuses ont un rôle essentiel dans le combat de leur classe contre le capitalisme.

Migrants : pour la liberté d'installation et de circulation !

La démagogie xénophobe constitue le fonds de commerce privilégié de Le Pen, mais ils sont nombreux, à droite comme à gauche, à nous expliquer qu'« on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ».

Dans les beaux quartiers, l'argent coule à flots. Les caprices de riches se chiffrent par centaines de millions. L'argent gaspillé dans la spéculation se compte par dizaines de milliards. Et on ne pourrait rien faire contre la misère ?

Mais la misère, aussi bien celle du monde que celle que nous subissons ici, ce sont nos propres dirigeants qui l'ont fabriquée, pas les migrants ! Ils la fabriquent en pillant les richesses des pays pauvres partout sur la planète et en s'acoquinant avec les pires dictatures. Ils la fabriquent en Irak, en Syrie, par leurs manœuvres et leurs bombes. Ils la fabriquent ici, par le chômage et la précarité. Ils la fabriquent pour que la minorité capitaliste s'enrichisse, toujours et encore.

La démagogie contre les migrants est infecte et stupide ! Aucun mur, même hérissé de barbelés, ne pourra jamais empêcher des femmes et des hommes de chercher à fuir la guerre et la pauvreté. En refusant d'accueillir ces migrants d'une façon digne et humaine, les gouvernements européens ne font que leur rendre la vie plus insupportable encore, les condamnant à rester sous la dépendance des passeurs et à prendre toujours plus de risques, mettant leur vie en péril.



Manifestation en faveur de l'arrivée des migrants à Cognac.

Les victimes de cette démagogie ne sont pas seulement les migrants d'aujourd'hui ou de demain. Nous en paierons tous les conséquences. Les politiciens qui cherchent à nous opposer aux migrants invoquent le chômage élevé, la pénurie de logements ou la saturation de notre système de soins.

C'est une façon de matraquer l'idée qu'il n'y a déjà pas assez pour tous. Ce sont les mêmes arguments qui leur servent à justifier les politiques antiouvrières qu'ils mènent quand ils sont au pouvoir. De la même façon, ils cherchent à opposer ceux qui ont un travail à ceux qui sont au chômage, les travailleurs du privé à ceux du public.

Alors, dans cette élection, montrons qu'il y a des travailleurs qui ne se trompent pas d'ennemis. Affirmons que les travailleurs n'ont pas à se battre entre eux pour se partager la misère. Ils ont à imposer le contrôle sur les richesses qu'ils produisent, pour s'opposer à ce qu'elles soient confisquées par une minorité.

Affirmons qu'il y a bien deux mondes dans la société, celui des riches et celui des pauvres, celui des exploités d'un côté et de l'autre côté le monde des exploités, qui regroupe des femmes et des hommes de toutes origines et toutes confessions.

Et affirmons, pour tous les exploités de cette terre, la liberté de circulation et d'installation. Accueillons les migrants à bras ouverts. Ils ont leur place dans le combat qui est le nôtre : combattre la minorité capitaliste qui domine le monde et nous pousse dans la barbarie.



MEDIA-PRESS.INFO

Les soldats français de l'opération Sangaris patrouillent dans les rues de Bangui, capitale de la Centrafrique.

Le terrorisme, produit de l'ordre capitaliste mondial

Les attentats qui ont frappé la France et tué des centaines de gens ont montré que les guerres, qui se déroulent à des milliers de kilomètres, finissent toujours par nous rattraper. La barbarie des terroristes et des attentats est un écho de la barbarie que subissent les populations de Syrie, d'Irak, de Libye ou d'Afrique. Là-bas, les attentats ont fait des milliers de morts, la guerre a transformé des millions de personnes en réfugiés qui ont dû tout quitter pour survivre.

Au nom de la lutte contre le terrorisme, nos gouvernants veulent nous embrigader derrière leur politique guerrière et sécuritaire et nous amener à soutenir les interventions militaires au Moyen-Orient et en Afrique. Ils prétendent mener ces guerres dans notre intérêt, pour défendre notre sécurité et notre liberté, mais ils mentent.

Depuis plus de quinze ans, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, les grandes puissances n'ont cessé d'intervenir en Afghanistan et en Irak, puis en Syrie et au Sahel. Ils ont transformé des régions entières en champs de ruines, attisant le chaos et permettant au terrorisme de prospérer sur la dévastation dont ils sont responsables.

Il faut refuser que ces guerres se fassent en notre nom ! Ce sont des guerres pour le pétrole du Moyen-Orient, pour l'uranium du Niger, des guerres qui sont toujours menées pour le profit, et jamais dans l'intérêt des peuples.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme les nuées portent l'orage* », déclarait Jaurès à la veille de la Première Guerre mondiale. Eh bien rien n'a changé ! L'ordre capitaliste mondial, c'est toujours et plus que jamais quelques grands groupes industriels et financiers qui mettent la planète en coupe réglée et qui se livrent à une guerre permanente pour le partage du butin.

Pour refuser la barbarie et ses différentes manifestations, il faut combattre la société qui l'engendre, combattre pour le renversement du capitalisme.

Le capitalisme, la véritable menace contre l'environnement et la planète

À chaque campagne électorale, les candidats promettent des mesures pour faire face à l'urgence écologique et pour organiser la transition vers les énergies renouvelables. Chaque gouvernement organise sa grand-messe sur l'environnement ou le climat, du Grenelle de l'environnement sous Sarkozy à la COP 21 sous Hollande.

Mais il en va du climat et de l'environnement comme du chômage : tous les politiciens s'engagent à trouver des solutions mais, une fois au pouvoir, ils sont bien incapables d'empêcher les catastrophes annoncées, pour la simple et bonne raison que ce sont les grands groupes capitalistes qui détiennent les manettes de l'économie. Ce sont leurs décisions d'investissement qui structurent l'organisation de la production, de l'énergie, des transports, du BTP.

Tant que l'on accepte cette mainmise sur l'économie, on peut discuter sur la sauvegarde de la mer ou sur les énergies renouvelables, mais on parle pour ne rien dire. Les États se sont engagés à réduire les émissions de carbone mais, refusant d'imposer des mesures contraignantes aux industriels, ils se sont contentés de mettre en place un marché des



Depuis cinquante ans, les activités pétrolières des compagnies Shell et Total ravagent le delta du Niger, son environnement et la santé de ses habitants.

droits à polluer que peuvent s'échanger les capitalistes. Pour que les capitalistes acceptent de se préoccuper de l'écologie, il faut que cela leur rapporte !

L'écologie fait maintenant partie de la stratégie publicitaire de tous les groupes capitalistes : c'est à qui sera le plus « vert », le plus soucieux de développement durable. Certains fabricants en ont fait un argument de vente face à leurs concurrents. Pour d'autres, l'écologie a été l'occasion de trouver de nouveaux marchés, dans la construction de panneaux solaires ou d'éoliennes. Mais la révélation des fraudes au diesel organisées par Volkswagen et tous les autres constructeurs automobiles montre les moyens que les capitalistes sont capables de mettre en œuvre quand une réglementation fait obstacle à leurs profits.

Les politiques écologiques des gouvernements se réduisent en définitive à créer des taxes qui pèsent sur le budget des plus pauvres et à distribuer des subventions et des aides aux entreprises au nom de la transition énergétique, comme ils le font au nom de la compétitivité ou de l'emploi.

Même la question du nucléaire ne peut se discuter sans mettre en cause l'organisation capitaliste de l'économie. Le principal danger du nucléaire ne réside pas dans la technique elle-même mais, comme Fukushima l'a montré, dans l'irresponsabilité des entreprises qui la mette en œuvre. Comme tous les autres capitalistes, les industriels du nucléaire mènent des politiques de réduction des coûts et ils sont prêts à économiser sur la sécurité pour augmenter leurs profits. Même si

l'État reste son actionnaire majoritaire, EDF fonctionne avec la même logique, supprimant des emplois pour dégager des profits, ayant recours massivement à la sous-traitance et maintenant l'opacité sur l'état de ses installations.

Sur toutes les questions écologiques, une politique concertée et planifiée à l'échelle de la planète serait nécessaire. Or le propre du capitalisme est que rien n'est organisé, concerté, anticipé et planifié à l'échelle de la société. C'est le règne de la concurrence et de l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général. Seules les lois du marché et la recherche du profit inspirent les décisions des capitalistes.

Les problèmes écologiques illustrent l'urgence qu'il y a à enlever les leviers de commande de l'industrie, des transports, aux groupes privés. L'urgence qu'il y a à supprimer le secret industriel, pour permettre à chaque salarié de rendre publics les malversations ou les risques pour la santé publique ou l'environnement dont il a connaissance, sans risquer d'être licencié pour divulgation de secrets professionnels. L'urgence qu'il y a à organiser l'économie d'une façon rationnelle, planifiée, pour répondre aux besoins du plus grand nombre tout en préservant l'environnement.

Rejeter les candidats au service de la bourgeoisie

**Les partis qui se sont succédé au pouvoir
ont tous servi la bourgeoisie**

Les travailleurs ont toutes les raisons d'être écœurés par le scandale des salaires versés à la femme et aux enfants de Fillon. Ce politicien vit tellement dans son monde, coupé de la majorité de la population, qu'il ne se rend absolument pas compte de ce que représentent ces montants faramineux et de ce qu'ils peuvent avoir de choquant.

Et c'est ce même Fillon qui promet un traitement de choc aux classes populaires, de la fin des 35 heures à la suppression de centaines de milliers de postes de fonctionnaires, en passant par la baisse des indemnités chômage et des remboursements de la Sécurité sociale. Généreux avec sa famille, Fillon promet de l'être aussi avec ses amis les riches et les grands patrons, en leur accordant de nouveaux cadeaux comme la suppression de l'Impôt sur la fortune et des exonérations de cotisations.

Le comportement de Fillon est bien à l'image de celui de l'ensemble de la classe bourgeoise dont il est un fidèle serviteur. Son arrogance est la même que celle de ces PDG et de ces grands actionnaires qui ne cessent



de dire aux travailleurs qu'ils sont trop payés alors qu'ils empochent, eux, des dizaines, des centaines de milliers d'euros par mois sans rien faire de leurs dix doigts !

Le scandale provoqué par Fillon jette une lumière crue sur ce monde de politiciens dont le rôle consiste à tromper la population et à lui faire accepter la domination d'une minorité de gros possédants. Une fois au pouvoir, de droite ou de gauche, ces politiciens s'empressent de renier le peu qu'ils ont promis aux travailleurs pour faire la politique des plus riches. Hollande, qui a passé son mandat à piétiner le peu d'engagements qu'il avait pris pour assurer plus de justice sociale, ne l'a que trop montré.

Il est à peine utile de faire le bilan désastreux pour les travailleurs du quinquennat de Hollande. Ils en subissent les conséquences dans leur vie quotidienne. Il faut pourtant rappeler que les socialistes, à leur arrivée au gouvernement, disposaient de la majorité à l'Assemblée et au Sénat. Ils disposaient de tous les moyens institutionnels pour mettre en œuvre ce qu'ils avaient promis. Et qu'ont-ils fait ? Hollande a pris le relais de Sarkozy pour continuer sa politique ! Il a augmenté la TVA, l'impôt le plus injuste, celui qui pèse le plus sur la consommation des couches populaires. À coups de lois Macron, Rebsamen et El Khomri, il s'est attaqué aux droits des salariés, facilitant les licenciements, la flexibilité des horaires et le recours aux emplois précaires. Avec le Pacte de responsabilité, le Crédit d'impôt emploi compétitivité, il a arrosé le patronat de milliards d'euros.

Les travailleurs ont toutes les raisons d'être conscients que, quel que soit celui qui sera élu président en 2017, il prendra à son tour le relais, pour porter de nouveaux coups aux travailleurs et permettre à la bourgeoisie de continuer à s'enrichir.

Hamon : une nouvelle tête pour une vieille politique

Hamon se veut le candidat de la « vraie gauche », celle qui « fait rêver ». Sa victoire à la primaire socialiste a pu réjouir ceux qui y ont vu un désaveu de Valls et de sa politique au gouvernement. Hamon met en avant des mesures qui sonnent plus à gauche. Il parle de faire une nouvelle loi travail, dans laquelle il conserverait certains « aspects positifs » pour les travailleurs de la loi El Khomri. Il promet un revenu universel et une politique d'accueil des migrants plus généreuse.

Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que le « rêve de gauche » que

Hamon tente de vendre à l'électorat populaire est un rêve à bas coût ! Aux millions de chômeurs, Hamon promet un revenu universel de 750 euros. Mais son application a déjà été revue à la baisse : il sera d'abord réservé aux jeunes de moins de 25 ans et aux allocataires des minimas sociaux.

Hamon prétend vouloir répondre aux problèmes des chômeurs et à leur souffrance. Il fait surtout la preuve de son mépris à l'égard des travailleurs, le même dont les classes dominantes ont toujours témoigné. Les travailleurs n'ont pas besoin de charité, mais d'emplois et de salaires corrects ! Parce qu'un travail, c'est non seulement du salaire mais aussi de la dignité. Il n'y a que chez les bourgeois qu'on est fier de s'enrichir sans rien faire.

Hamon explique que l'automatisation va rendre le travail plus rare en supprimant des emplois. Il n'envisage absolument pas qu'il soit possible d'imposer au patronat une diminution du temps de travail et la répartition du travail entre tous pour maintenir les emplois ! Une telle solution suppose d'obliger les patrons à payer en prenant sur leurs profits, et cela, Hamon s'y refuse !

Pour la même raison, Hamon entretient le flou le plus complet sur la façon dont il financerait le revenu universel qu'il promet d'instaurer. Mais, comme il se refuse à faire payer la bourgeoisie, ce seraient donc les classes populaires qui verraient augmenter les taxes, comme cela a été le cas dans le passé.

Si Hamon suscite de nouvelles illusions, elles se solderont demain par autant de déceptions, exactement comme ce fut le cas avec Mitterrand, Jospin et Hollande avant lui.

Macron: tout pour les patrons

Spéculant sur le rejet de la droite et de la gauche, Macron se présente comme un dissident parce qu'il a choisi de créer son propre mouvement. Cela ne fait pas pour autant un homme nouveau de cet ancien banquier chez Rothschild et ex-haut fonctionnaire, qui était encore il y a quelques mois le ministre de l'Économie de Hollande.

Macron se vante de vouloir « libérer » l'économie. Son idéal, c'est la loi de la jungle capitaliste, l'individualisme et le chacun-pour-soi... Et tout pour le grand patronat ! Il ne jure que par ces autoentrepreneurs qui ne sont en réalité que des salariés sans contrat de travail et sans protection sociale, libres de s'autoexploiter pour le compte des groupes capitalistes !

Quand il était au pouvoir, il a généralisé le travail du dimanche et



a été un des artisans de la loi travail. Aujourd'hui, il veut alléger l'ISF en supprimant la part qui taxe la propriété d'entreprises, autrement dit l'essentiel !

Macron se présente comme antisystème, mais il est un pur produit du monde patronal et un ennemi déclaré des travailleurs.

Combattre l'influence du Front national parmi les exploités

Le FN échappe au discrédit qui frappe la droite et la gauche, parce qu'il a jusqu'à maintenant été tenu écarté du pouvoir. En votant pour lui, une fraction des électeurs des classes populaires croient rejeter la politique des partis gouvernementaux. Ils se trompent dangereusement.

Le Pen se présente comme la candidate du peuple mais son programme est tout autant propatronal que celui de ses concurrents de droite et de gauche, avec plus de démagogie sécuritaire et anti-immigrés ! À entendre Le Pen, le chômage, les bas salaires, les déficits des caisses de Sécurité sociale, tout est de la faute des immigrés, désignés comme boucs émissaires. Par contre, quand elle s'adresse au patronat, les promesses de Le Pen se chiffrent en milliards d'euros : diminution de l'impôt sur les sociétés, maintien de tous les crédits d'impôt et subventions décidés par Hollande. Elle s'indigne que l'on donne 11 euros par jour à un demandeur d'asile, mais pas que Carlos Ghosn, PDG de

Si elle s'adresse à l'électorat populaire, Marine Le Pen (en bas à droite) n'en est pas moins l'héritière de son père, châtelain à Saint-Cloud.



SIPA-ARCHIVES

Renault-Nissan, gagne 45 000 euros par jour ! Pas qu'une bourgeoise comme Bettencourt empoche un million d'euros par jour sans rien faire.

Le Pen ne propose pas de combattre la pauvreté, elle prône la guerre entre les pauvres. Elle oppose les travailleurs les uns aux autres, ceux qui ont une carte d'identité française aux étrangers, ceux qui ont un travail aux chômeurs, les salariés du privé à ceux du public. On sait très bien que dans une entreprise, quand le patron commence à s'en prendre aux intérimaires, aux CDD, demain il s'attaquera aux autres. Il en va de même avec le racisme et la xénophobie. Accepter qu'on s'en prenne aujourd'hui aux travailleurs étrangers, aux migrants ou aux travailleurs détachés, c'est mettre le doigt dans un engrenage mortel pour nous tous.

Ce poison de la division affaiblit la classe ouvrière et sa capacité à mener des luttes collectives. Pour se défendre face aux attaques patronales, la seule force des travailleurs réside dans leur solidarité et leur organisation, indépendamment de leur origine et de leur nationalité.

Pour un travailleur, apporter son soutien au FN, c'est renforcer une organisation viscéralement hostile aux syndicats, aux grèves et aux travailleurs qui se battent. Le renforcement d'un tel parti représentera une menace mortelle pour la classe ouvrière.

Aux idées de haine et de division du FN, il faut opposer les intérêts de classe des exploités, la conscience de faire partie de la même classe ouvrière.

Ce n'est possible que si les militants eux-mêmes font confiance à la classe ouvrière, à sa force collective et à sa capacité de se battre pour ses intérêts matériels ainsi que pour ses intérêts politiques.

Bien au-delà du monde du travail, nombreux sont ceux qui sont inquiets de la progression de l'influence du FN et de la montée des idées réactionnaire que cela traduit.

Ce que nous avons à leur dire, c'est qu'ils ne peuvent pas lutter contre cette influence en se réfugiant derrière les partis usés et déconsidérés de la bourgeoisie.

C'est seulement si le monde ouvrier retrouve sa conscience de classe, sa combativité, et défend ses propres valeurs, qu'il pourra s'opposer à l'évolution réactionnaire de la société.

Mélenchon: un nouveau marchand d'illusions

Une partie des travailleurs, écœurés par les reniements et la politique antiouvrière de Hollande, regardent du côté de Mélenchon. Mais le vote pour Mélenchon n'aura pas la même signification que celui qui s'exprimera sur ma candidature.

Mélenchon a lancé le mouvement de la France insoumise. S'il agite l'idée d'insoumission, c'est bien au nom de la France, et pas au nom des travailleurs, qu'il mène campagne.

Dans certains de ses meetings, il parle de la classe ouvrière, de son rôle indispensable et de ses droits. Mais cela n'est qu'une petite musique plaisante aux oreilles.

Mélenchon se garde bien de prendre trop d'engagements concrets. Il promet l'abrogation de la loi El Khomri, le smic net porté à 1 326 euros, les « vraies 35 heures ». Mais même ces quelques promesses à destination des travailleurs sont des promesses en l'air. Car tant qu'on ne dit pas comment on les imposera au grand capital qui décide de tout aujourd'hui, tant que l'on ne se dit pas prêt à arracher leur pouvoir aux capitalistes, on parle pour ne rien dire.

Il est bien beau de dénoncer la finance – Hollande en son temps l'avait fait – mais il faut dire si l'on est prêt ou pas à la renverser. Mélenchon se dit prêt à renverser beaucoup de choses, la V^e République, les traités européens... mais pas le pouvoir de la bourgeoisie, pas la propriété privée des moyens de production.

Mélenchon situe son action dans le cadre du capitalisme, sans jamais envisager un seul instant de contester le droit des capitalistes à diriger

l'économie et à exploiter les travailleurs.

Les politiciens comme Mélenchon peuvent passer sous silence la dictature de la bourgeoisie, tant qu'ils ne sont pas au pouvoir. Une fois qu'ils y accèdent, ils n'ont que le choix de s'y soumettre ou de démissionner !

La société capitaliste, surtout en cette période de crise, ne laisse pas de voie intermédiaire : ceux qui ne combattent pas le capitalisme, le grand patronat et les banquiers, contribuent inévitablement à ligoter les exploités en les lanternant, en leur faisant miroiter de faux espoirs et en obscurcissant leur conscience.



L'impasse de la politique du PCF

Le PCF s'est résigné à se rallier à la candidature de Mélenchon pour, prétend-il, ne pas aggraver la division de la gauche. Faire l'unité de la gauche pour faire élire des députés du PCF et participer à une majorité gouvernementale est la seule perspective offerte par la direction du Parti communiste à ses militants et à ses électeurs. Mais, comme avec Mitterrand, puis avec Jospin et dernièrement avec Hollande, ce sera une nouvelle impasse.

La direction du PCF a cultivé l'idée que voter à gauche allait changer la vie des travailleurs et, pendant des décennies, elle a été complice de l'imposture du PS.

Abandonnant les perspectives révolutionnaires qui étaient les siennes à ses origines, le PCF a remplacé au fil du temps les idées communistes par une bouillie réformiste vantant les charmes des élections,

pour parvenir au pouvoir sans toucher à l'organisation capitaliste de la société. Pire encore, en s'intégrant dans le système institutionnel de la bourgeoisie, il en a repris les valeurs et les a introduites dans le mouvement ouvrier communiste. Alors que celui-ci se faisait une fierté de défendre l'internationalisme des exploités, les dirigeants du PCF se sont fait les promoteurs du nationalisme, du drapeau tricolore, de la *Marseillaise* et du « produire français ». Ils ont ainsi grandement contribué à faire perdre à la classe ouvrière tout repère de classe.

Pour tous ceux qui veulent continuer d'agir dans les entreprises et dans les quartiers populaires dans l'intérêt du monde du travail, la seule perspective est de revenir aux idées de la lutte et de la conscience de classe.



Avec le Programme commun, Georges Marchais mit le PCF au service des ambitions de Mitterrand.

Le seul vote qui fera entendre le camp des travailleurs

Une candidate communiste

Je serai dans cette élection la seule candidate communiste et je suis fière de rester fidèle à ce programme qui a longtemps été celui du mouvement ouvrier, quand il avait comme perspective de renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

L'économie capitaliste, c'est l'exploitation, le règne de la concurrence, la guerre permanente pour les marchés, la domination de grands groupes industriels et financiers qui organisent l'économie à l'échelle de la planète au mépris des besoins des peuples. Le capitalisme, c'est la dictature exercée par une poignée de grands actionnaires mus par la seule recherche du profit. Les inégalités n'ont jamais été aussi révoltantes : les huit personnes les plus riches possèdent autant de richesse que la moitié de l'humanité ! À l'ère d'Internet et de la conquête de l'espace, la majorité des femmes et des hommes sont toujours condamnés au sous-développement, sinon à la famine.

Les milliards extraits de la production et de l'exploitation des travailleurs, les capitalistes les jouent au casino de la finance. Autrement dit, plus nous travaillons, plus nous faisons d'efforts et de sacrifices, plus la spéculation augmente ! Plus nous risquons le krach généralisé ! Le capitalisme conduit l'économie à la catastrophe !

Tous ces bourgeois et leurs serviteurs, qui sortent pourtant des grandes écoles, nous ont menés vers une crise économique dont ils sont eux-mêmes effrayés aujourd'hui. C'est un bilan de faillite. Les travailleurs ne doivent pas faire les frais de cette faillite. C'est aux banquiers, aux industriels de payer, pas aux travailleurs.

Nous ne sommes pas condamnés à cette dictature d'une poignée de grands actionnaires ! Il faut mettre fin à la propriété privée des moyens de production, des usines, des banques, des transports et des grandes chaînes de distribution, qui empêche toute organisation rationnelle de l'économie.

Mettre en commun ces moyens de production, c'est le sens profond du mot communisme, et c'est une nécessité ! Il faut que ces moyens techniques et matériels, inventés et perfectionnés par des générations de travailleurs, servent à l'épanouissement de la collectivité humaine, et

non au profit d'une infime minorité. En expropriant la bourgeoisie, en planifiant la production démocratiquement en fonction des besoins, on pourrait éradiquer la misère, la malnutrition, le manque d'eau potable. On pourrait donner une éducation à tous les enfants du monde, soigner tous les êtres humains et libérer de leur servitude toutes les femmes du monde.

Voilà pourquoi je suis communiste et révolutionnaire.

J'appelle les travailleurs à exprimer leurs intérêts sans craindre d'être minoritaires

Beaucoup parleront avec mépris d'un vote de contestation, de protestation, ou encore d'un vote d'expression. Eh bien nous le revendiquons ! Oui, nous serons minoritaires, mais à quoi sert-il de voter avec la majorité quand cela conduit à élire un adversaire et à en cautionner par avance la politique ? Aujourd'hui, combien de travailleurs se mordent les doigts d'avoir voté Hollande en 2012 ? Et il faudrait recommencer avec un autre ?

Croire qu'il faut voter « utile », ou « voter pour le moins pire » pour essayer de se protéger est un leurre. Il n'y aura pas de moins pire pour le monde ouvrier s'il ne se bat pas collectivement.

On le sait d'avance, les jeux sont faits, celui qui sortira des urnes en 2017 sera un ennemi des travailleurs. Choisir parmi ses ennemis celui qui piétinera nos intérêts à partir de mai 2017, c'est accepter par avance d'être trompés et sacrifiés.

L'enjeu ne doit pas être de chercher à élire celui qui tiendra le fouet pour nous frapper, mais d'exprimer nos intérêts, nos perspectives politiques. J'appelle tous ceux qui partagent ces idées à voter pour ma candidature sans craindre d'être minoritaire ou à contre-courant. Quand le courant pousse dans une direction aussi réactionnaire, aussi infecte, voire aussi barbare, quand le courant pousse à la soumission et à la résignation, oui, il faut être fier d'être à contre-courant.

S'abstenir, c'est se taire et se résigner

S'abstenir, ce n'est pas une preuve de conscience ou de radicalisme. C'est se soumettre et c'est désertier car, si nous ne défendons pas nos idées, qui le fera ? Personne ne mènera le combat à notre place.

Parfois, on ne trouve pas le moyen de se battre, de faire grève, de manifester ou simplement de protester. Parce qu'on est seul ou parce

que le rapport de force est trop défavorable. Mais voter, s'exprimer dans l'urne est un geste à la portée de tous.

Il n'y a pas de petits combats. Quand on est minoritaire, la moindre voix compte et peut porter. Alors il faut entraîner le maximum de ceux qui nous entourent à joindre leur voix à la nôtre.

Les élections, et après? La nécessité d'un parti représentant les intérêts politiques des travailleurs

Le vote pour ma candidature ne doit pas rester un geste sans lendemain. Les travailleurs conscients de leurs intérêts de classe et tous ceux qui se retrouvent dans ce combat doivent se regrouper, pour s'exprimer et peser sur la vie politique en dehors des périodes électorales.

Dans les entreprises, la voix du patron est relayée par la hiérarchie, les cadres et les chefs. Face à cette propagande patronale permanente, il y a des travailleurs conscients, souvent des militants syndicaux, qui s'y opposent en mettant en avant les intérêts communs des ouvriers. Ce qui est vrai à l'échelle d'une entreprise est vrai à l'échelle de la société.

Les travailleurs ont besoin d'un parti capable de répondre pied à pied à la propagande patronale et gouvernementale, qui fasse entendre les intérêts du monde du travail sur tous les sujets et tous les événements politiques, opposant systématiquement son point de vue à celui de tous



les partis bourgeois qui ne peuvent que diviser les travailleurs entre eux et les orienter vers des impasses.

Un tel parti serait un outil pour coordonner démocratiquement l'action de tous ceux qui veulent défendre, à tous les niveaux, les intérêts du camp des travailleurs. Et dans des périodes de luttes collectives de grande ampleur, il jouerait un rôle inestimable en exprimant les intérêts généraux du mouvement et pousserait celui-ci au maximum de ses possibilités, pour modifier le rapport de force entre le camp des travailleurs et celui de la bourgeoisie.

Un tel parti se revendiquera nécessairement de la révolution sociale et du communisme, car « *l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » et elle ne peut se faire qu'en expropriant la classe capitaliste et en planifiant la production pour qu'elle réponde aux besoins du plus grand nombre.

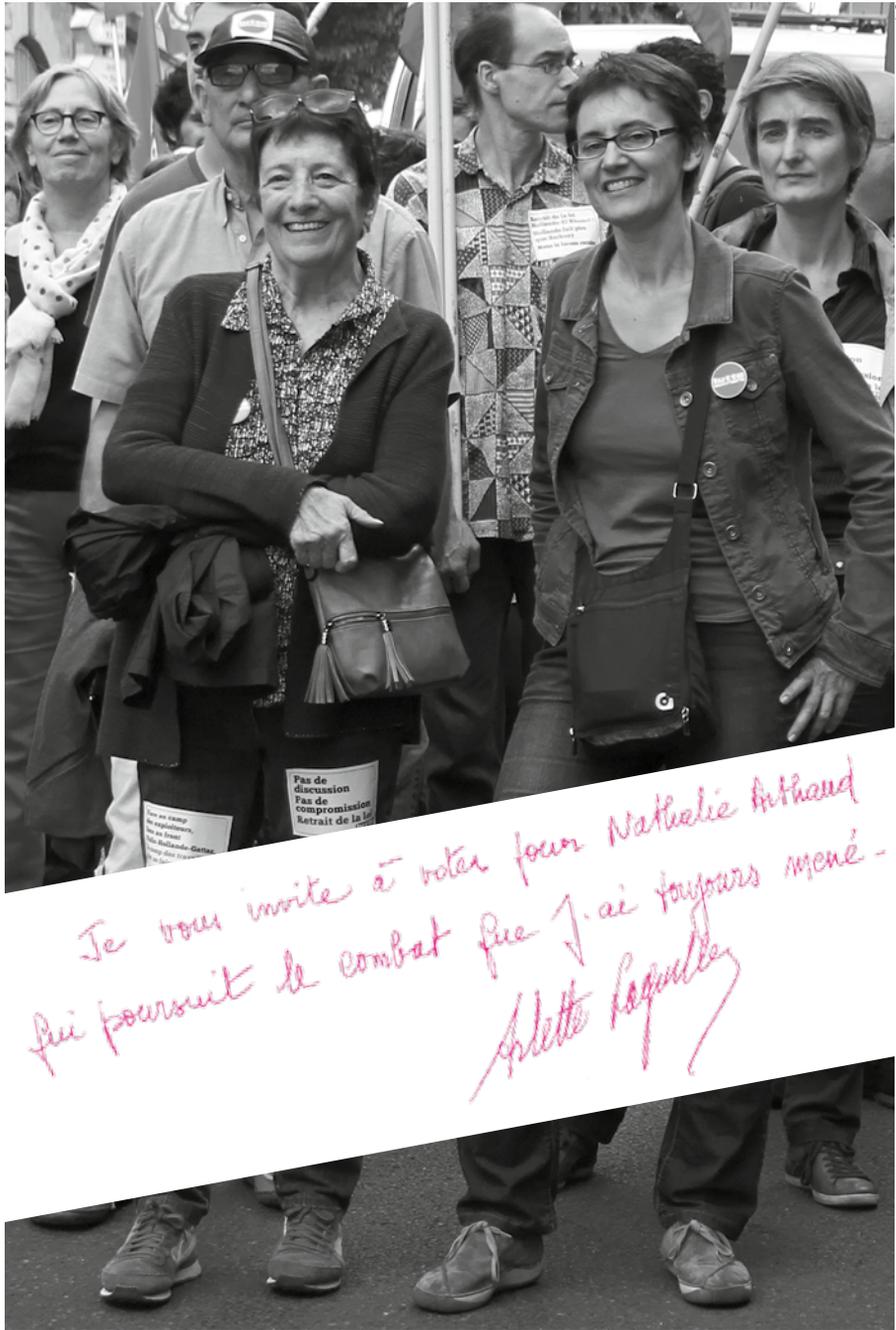
C'est la seule perspective pour tous ceux qui se soucient de l'avenir de la société, qui refusent les régressions et la barbarie. Cela concerne en premier lieu les plus jeunes. Il y a quelques mois, une fraction de la jeunesse s'est mobilisée contre la loi El Khomri et a exprimé son refus d'être de la chair à patrons ! Jeunes ouvriers refusant l'exploitation, jeunes intellectuels n'acceptant pas d'être seulement des rouages de cette société d'exploitation, tous auront un rôle essentiel dans ce combat pour une autre organisation sociale, débarrassée de toute forme d'oppression.

La construction du parti qui manque cruellement aux exploités se fera à travers tous les combats de la lutte de classe, les petits comme les grands. Et ces élections sont un de ces combats. Alors, il faut qu'elles soient aussi l'occasion de regrouper tous ceux qui veulent prendre part à sa construction.

Comment participer à la campagne ?

Je serai peu invitée dans les grands médias et je ne disposerai que d'un temps très réduit pour y défendre mes idées. Il faut donc qu'il y ait une véritable campagne de terrain, de bouche-à-oreille.

Participer à la campagne, c'est d'abord convaincre ses parents, ses amis, ses collègues que voter pour faire entendre le camp des travailleurs est le seul geste de dignité de classe à faire dans ces élections. Un geste qui prouvera qu'on n'est pas dupe des mensonges des candidats de la bourgeoisie et qu'on n'est pas résigné à voir la condition ouvrière reculer.



Je vous invite à voter pour Nathalie Arthaud
qui poursuit le combat que j'ai toujours mené -
Arlette Laguiller

**Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud
lors d'une manifestation contre la loi travail.**

Chaque électeur convaincu représente bien plus qu'une voix : ceux qui feront ce geste iront à contre-courant de la propagande patronale. Leurs votes seront un gage d'avenir pour les combats à mener après cette élection. Ils conforteront le camp des travailleurs.

Alors, votez et entraînez les gens autour de vous pour faire entendre le camp des travailleurs.

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- par courrier à notre siège central :

Lutte ouvrière, BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

- par e-mail :

contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrons ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.

**Visitez notre site Internet: www.lutte-ouvriere.org
et le site de la campagne de Nathalie Arthaud:
www.nathalie-arthaud.info**

